

Ce rapport a été produit par OCHA Nord-Kivu en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est publié par OCHA et couvre la période du 18 au 25 février 2019.

FAITS SAILLANTS

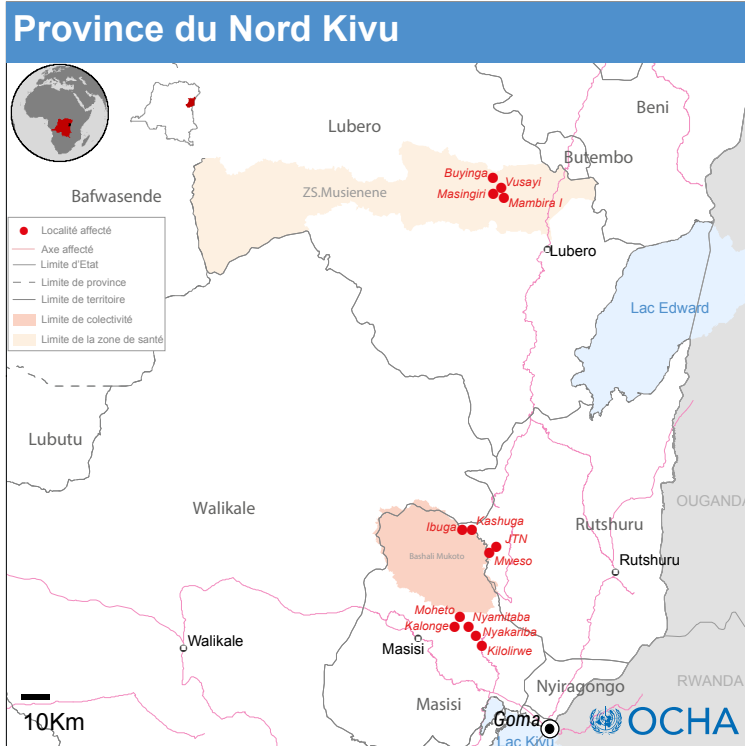
- **MSF déclare une suspension temporaire des activités de son Centre de traitement de l'Ebola à Katwa**
- **Risque de maladies hydriques pour 5 400 personnes à Kashuga, Ibuga et JTN pour accès réduit à l'eau**

APERÇU DE LA SITUATION

Environ 65 000 personnes ont regagné leurs villages dans la Zone de Santé de Musienene, situés dans le nord du Territoire de Lubero, selon les évaluations menées entre le 31 janvier et le 6 Février 2019 par une équipe multisectorielle. Ce mouvement de retour, enregistré entre octobre et décembre 2018, a été motivé par une nouvelle stabilité relative du contexte sécuritaire dans la zone d'origine, couplée avec les difficiles conditions de vie dans les zones d'accueil. Cependant, les villages de Buyinga, Mabambi, Mambira, Masingiri et Vusayi hébergent également à peu près 14 000 déplacés et, depuis le retour de la population, la situation humanitaire, des personnes à la fois retournées et déplacées, continue de se détériorer.

Dans un [communiqué de presse](#), Médecins sans frontières (MSF) a déclaré une suspension temporaire des activités de son centre de traitement de l'Ebola (CTE) dans la Zone de santé de Katwa, à l'intérieur de la commune de Butembo (Territoire de Lubero). Cette décision a été prise suite à une violente attaque livrée par des assaillants non identifiés le 24 février 2019 contre l'installation, qui a été partiellement incendiée. D'après Emmanuel Massart, coordinateur d'urgence de MSF à Katwa, cité dans le communiqué, cette attaque a réduit la capacité de l'ONG internationale de répondre à ce qui est maintenant l'épicentre de l'épidémie. Après avoir lancé des pierres sur l'installation, ils ont mis le feu à des parties de la structure et détruit des salles et de l'équipement médical. Une personne est décédée alors qu'elle essayait de fuir la scène, mais pour l'heure, les circonstances exactes de cette mort demeurent inconnues. Cette suspension, qui limitera gravement l'accès aux services de santé essentiels, ne s'applique pas aux activités de MSF dans la riposte à l'épidémie d'Ebola dans les zones de santé de Butembo, Bunia, Bwena, Sura, Kayna et Biena. Au total, 11 cas d'incidents sécuritaires affectant les équipes de la riposte Ebola ont été rapportés depuis le début de l'année 2019.

Le 21 février, Mercy Corps, dans le cadre du mécanisme de Réponse Rapide aux Mouvements de Populations (RRMP), a partagé un rapport d'évaluation sectorielle en eau, hygiène et assainissement, suite à sa mission le long de l'axe Mweso-Kashuga-Ibuga et à JTN, dans le Territoire de Masisi, entre le 1^{er} et le 8 février 2019. Ce rapport fait état de plus de 60% de la population des contrées visitées qui ont un accès difficile à l'eau potable. Même si dans chaque village des adductions existent, beaucoup de bornes fontaines ne sont plus fonctionnelles et ont été fermées suite au manque des pièces de plomberie. Si Kashuga, Ibuga et JTN ont pu bénéficier, par le passé, de l'appui des organisations humanitaires dans la desserte en eau potable, aujourd'hui, malgré différentes activités de réhabilitation de ces adductions, les difficultés de combler tous les besoins en eau restent permanentes. D'une part, les autorités locales n'ont ni les moyens financiers ni le matériel pour effectuer l'entretien des ouvrages, d'autre part le nombre de personnes qui vivent dans la zone a augmenté entre décembre 2018 et janvier 2019, passant de 5 000 à environ 9 000, suite aux nouveaux affrontements entre groupes armés dans le Groupement de Bashali Mokoto (Territoire de Masisi), qui ont occasionné des déplacements de population vers



Source : OCHA et Partenaires
Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.
Carte créée le 26 février 2019

cette zone. Dans ce contexte, et par crainte d'extorsions continue, la population s'est déplacée, sans emporter avec elle d'articles ménagers essentiels (AME) ou alimentaires. Environ 4 000 personnes déplacées et 5 000 autochtones ont été recensées dans les trois localités par l'équipe de Mercy Corps. Les déplacés vivent dans des familles d'accueil, dans les maisons de location ou dans des maisons fournies gratuitement par certains autochtones de bonne volonté et dans les anciens camps des déplacés de Ibuga, Kashuga et Mweso. La tuyauterie des adductions connaît des fuites, ce qui fait que certains réservoirs ne sont plus remplis et ne peuvent plus fournir de l'eau aux bornes fontaines. Les ménages font également face au manque des matériel de stockage d'eau ; ils manquent aussi de latrines – seulement 20% des ménages disposent d'une latrine. La situation sanitaire des 11 écoles primaires de la zone est préoccupante pour la même raison, car elles ont une faible couverture en latrines. D'autres infrastructures d'hygiène, tels que les douches, trous à ordures et lave-mains sont presque absentes.

RÉPONSE HUMANITAIRE



Santé

L'ONG **Johanniter International (JOIN)** vient d'achever la construction d'une pharmacie pour la Zone de santé de Masisi afin de faciliter l'approvisionnement en médicaments des différents centres de santé. Les travaux ont démarré en juillet 2018 et pris fin en janvier 2019. Cependant, elle annonce la phase d'équipement en cours (palettes et étagères et autres) pour finaliser ce projet. Censée couvrir l'ensemble des aires de santé des zones de santé de Masisi (26 aires de santé) et Katoyi (11 aires de santé), Johanniter estime que la Pharmacie Zonale pourra couvrir environ 390 000 habitants pour Masisi et 230 000 habitants pour Katoyi. Par ailleurs, l'organisation est en train de finaliser la construction d'un bloc opératoire dans l'Aire de Santé de Nyamitaba, depuis septembre 2018, en faveur des personnes retournées et déplacés des localités de Nyakariba, Muheto, Kalonge, Kanyatsi, Nyamitaba et Kirolirwe (Territoire de Masisi). Elle envisage aussi la construction d'un nouveau centre de santé à Bihambwe au cours de cette année.

CHIFFRES CLÉS

8 300 000

Habitants dans la Province du Nord-Kivu (Données SNIS 2016).

15 771

Incidents de protection enregistrés dans la Province du Nord-Kivu en 2018 (UNHCR).

106 573

Personnes déplacées résidant dans 24 sites du Nord-Kivu au 25 janvier 2018 (*CCCM*).

103

Acteurs humanitaires exécutant 213 projets humanitaires au Nord-Kivu, ciblant 1,14M personnes (*3W – décembre 2018*).

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Tobias Schuldt, Chef de sous-bureau OCHA Goma, schuldt@un.org Tél: +243 817 06 1207 | +243 970 00 3766

Tommaso Ripani, Chargé de l'information publique et du plaidoyer OCHA Goma, ripani@un.org, Tél: +243 81 708 16 89

Nicolas Doire, Chargé de l'information publique et du plaidoyer OCHA RDC, nicolas.doire@un.org, Tél: +243 81 706 12 00

Toute l'information humanitaire sur la RDC est en ligne sur www.humanitarianresponse.info; www.unocha.org; www.reliefweb.int
Suivez-nous sur nos pages [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#)